

## Session du Conseil Départemental du 17 octobre 2016

### Introduction Grégory Blanc

Monsieur le Président,

Cher-e-s Collègues,

Au moment d'ouvrir cette session, je voudrais vous faire partager trois remarques liées au contexte et à notre ordre du jour.

1. **La folie du système dans lequel se retrouvent nos départements depuis près de 15 ans**, et plutôt que de traiter les problèmes, chacun se renvoie la balle.

Il y a ceux qui rejettent toutes les responsabilités sur l'Etat. C'est le cas, sans aucune nuance, de ce département depuis 2012. Et il y a ceux, très souvent dans ma propre famille politique d'ailleurs, qui rejettent aujourd'hui la responsabilité sur la majorité de droite de l'ADF.

**La vérité est plus complexe, et plus cruelle aussi.** Les décentralisations Raffarin de 2003-2004 visaient à transférer les déficits de l'Etat sur le dos des collectivités. Mais de 2003 à 2010, au lieu d'une gestion vertueuse, l'Etat a continué de faire exploser sa dette. Il a fallu attendre 2011 pour qu'il redresse enfin la barre, ce qu'il n'a cessé de faire depuis. Mais admettons-le : vu la dette du Pays, quelles que soient les majorités demain, Bercy continuera de comprimer les dotations. J'ai même, jeudi dernier, entendu tous les candidats que vous soutenez demander à ce qu'on aille beaucoup plus loin que ce que fait l'actuel gouvernement !

Et puis, parallèlement, alors que nous avons une occasion historique de recentraliser le RSA, l'ADF a refusé la main tendue de l'exécutif. Il est vrai que le compte n'y était pas. Il est vrai aussi qu'au sein de l'ADF, il n'y a de majorité qui s'accorde que pour taper sur l'Etat. **Résultat : cette année encore, plutôt que de se retrouver pour proposer une réforme d'ampleur, les départements vont une nouvelle fois toquer à la porte de l'Etat pour quérir un chèque.** Les départements doivent cesser de s'enfermer dans l'assistanat auprès de l'Etat, prenons-nous en main ! Quand un fond d'urgence, exceptionnel, devient commun, annuel, c'est qu'il y a un problème.

Et ce problème est clair : on a désormais des compétences enfin clarifiées par la loi NOTRe, mais depuis la réforme de la Taxe professionnelle, plus personne n'y comprend rien sur nos recettes.

A titre d'exemple : en 2013, nous avons 67M€ de cotisation sur la valeur ajoutée (la CVAE), 78M€ en 2014, puis seulement 72M€ en 2015. Pourquoi ces écarts ? Personne ne le sait. La DGF, pourquoi ces écarts d'un Département à l'autre ? Personne ne le sait.

Au final, les conservateurs, ceux qui veulent ne rien changer, nous enferment dans des postures de mendiant. **Il est urgent que les hommes de bonne volonté se retrouvent pour régler les problèmes : une réforme des finances locales est indispensable, et l'ADF doit s'en saisir plutôt que de dépenser son énergie dans des campagnes de com' stériles !**

## **2. Les budgets du social vont continuer de croître, et dire le contraire est mentir.**

**L'enjeu est simple : être plus efficace.** Chaque euro dépensé doit être un euro utile. C'est vrai en matière de dépendance vieillesse et handicap, où nous sommes très en retard pour actionner les leviers à notre disposition. Nous y reviendrons durant cette session.

C'est vrai encore en matière d'insertion et de RSA. Là aussi, **les marges de manœuvre sont réelles, cela exige une action globale, utilisant l'ensemble des leviers.**

J'ai lu vos déclarations. **Nous avons un désaccord de fond. Nous, notre objectif, c'est la diminution du nombre d'allocataires. Pour cela, la lutte contre la fraude est un des moyens, mais un moyen ne fait pas une politique.** Oui, il faut agir contre la fraude, clairement, franchement, il faut aussi développer des outils d'insertion plus efficaces pour accompagner les plus fragiles vers l'emploi. Or, sur ces points, vous n'êtes pas clair ou alors vos déclarations semblent se contredire.

D'où quelques questions :

- **Sur la fraude : Au-delà des effets d'annonce, quels moyens comptez-vous mettre en œuvre ?** Il ne faut pas être naïf, un courrier, ça ne règle rien ! Venant d'une commune confrontée à une précarité endémique, je vous le dis : il est de plus en plus difficile de travailler avec le département. Nous expérimentons localement des actions pour aller au domicile récupérer des CV, agir pour inscrire les personnes à Pôle Emploi, etc. Mais le Département n'est pas partenaire, il s'est même au contraire désengagé des contrats ville.

Aujourd'hui, faute de moyens, **les assistantes sociales ne vont plus à domicile, même chose pour les chargés d'insertion.** Je vous repose donc la question : **au-delà des effets d'annonces médiatiques, quels moyens allez-vous enfin vraiment mettre en place pour agir efficacement sur le terrain ?**

- **Pour diminuer le nombre d'allocataires, il y a aussi le levier insertion** pour favoriser le retour vers l'emploi. Or avec vos budgets, vous baissez le volume des actions.
- **Pourquoi les budgets d'insertion sont-ils en baisse alors que vous affichez votre volonté de lutter contre la hausse du RSA ? Pourquoi d'autres départements expérimentent-ils aujourd'hui en la matière et pas nous ? Pourquoi n'agir que contre les fraudeurs alors que tous ceux, honnêtes, qui ne demandent qu'à s'en sortir, sont largement plus nombreux ?**

En action sociale comme ailleurs, il est urgent de réfléchir globalement, dans la durée, et avec pragmatisme : la bonne utilisation de l'argent public ne supporte plus les postures doctrinaires. Ne reproduisons pas ce qui se passe pour le collège de Beaupréau, où faute d'avoir agi en temps et en heure, il faut aujourd'hui imaginer des préfabriqués à Montrevault. Au final, tout cela va coûter plus cher au contribuable.

### **3. La DM2 : nous n'y comprenons rien. C'est pire mais c'est meilleur !**

**Quand nous reconstruisons les tableaux, la situation en octobre 2016 va être meilleure qu'au budget adopté en Janvier dernier**, passant de 11,8 années de remboursement de la dette à 9,08.

J'avoue en perdre mon latin : la situation s'améliore mais vous dites le contraire, parlant même d'une nouvelle dégradation des finances par rapport à 2015 qui serait due, évidemment, à...l'Etat. Mais, **Si ça va mieux, pourquoi dire que c'est pire ?**

Et pourquoi votre présentation est-elle différente de l'année dernière ?

Nous avons sur ces points besoin de clarification.

Vous le voyez donc, Monsieur le Président, Cher-e-s Collègues, nous abordons cette session avec gravité et responsabilité, comme toujours, en cherchant à croiser nos regards, partager nos remarques, sans craindre de dire nos accords comme nos désaccords.

Très bonne session à tous.